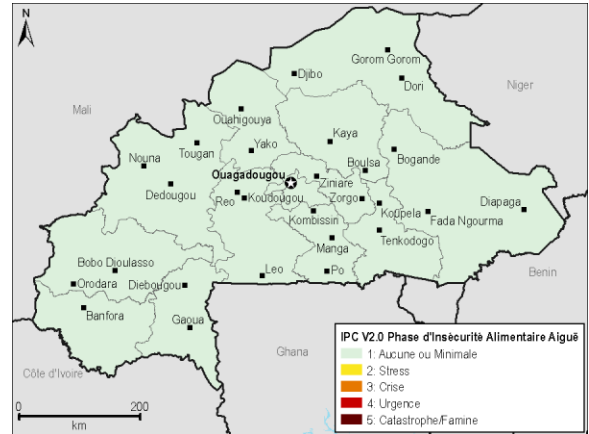


*Insécurité alimentaire minimale dans tout le pays pouvant persister jusqu'en mars 2014*

**MESSAGES CLES**

- La reconstitution des stocks par les nouvelles récoltes en cours est encouragée par une production attendue globalement supérieure à la moyenne. On s'attend à ce que les ménages pauvres aient un accès normale à la nourriture et aux moyens d'existence, ce qui leur permettra d'être en insécurité alimentaire aiguë Minimale (IPC Phase 1) jusqu'en mars 2014.
- Les ménages très pauvres et pauvres de la zone de moyens d'existence *nord et est bétail et céréales* (région du Sahel) pourront compenser la baisse probable de la production céréaliers, mais sans adopter de stratégies négatives des modes de vie jusqu'en mars 2014 basées principalement sur l'élevage. Ils pourront ainsi vivre une insécurité alimentaire aiguë Minimale (IPC Phase 1).
- Les revenus des ménages, en particulier ceux issus de la vente du bétail et des cultures de rente, connaîtront un accroissement, du fait de la hausse des prix d'une part, et de la hausse des productions d'autre part. Cela favorisera les termes de l'échange pour les ménages et contribuera à renforcer les moyens d'existence.

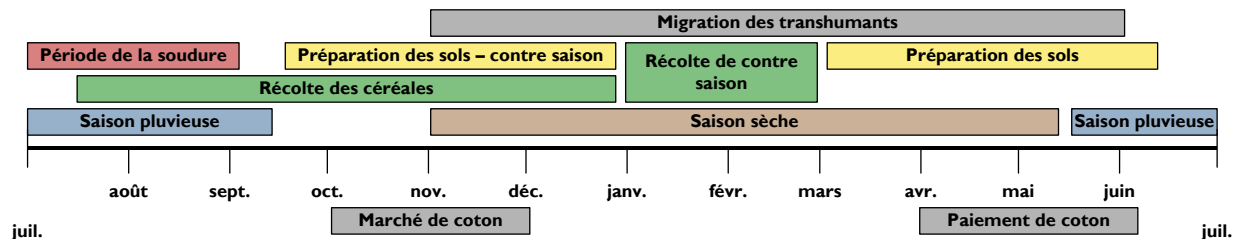
**Figure I.** Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2013



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique.

**CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE**



Source: FEWS NET

## CONTEXTE NATIONAL

### Situation actuelle

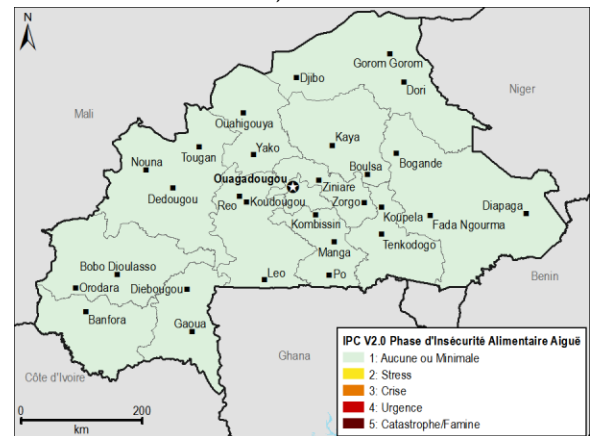
La régularité des pluies du mois d'août à la première décennie de septembre a été favorable à la bonne croissance des cultures dans l'ensemble des régions. Le suivi de la végétation par imagerie satellitaire (NDVI) indique à la première décennie du mois d'octobre, une croissance de la végétation similaire à la moyenne à court terme (2001-2010). Cependant, dans le nord du pays (régions du Nord, du Sahel et du Centre-Nord), des postes de sécheresse de 10 à 20 jours ont été enregistrés à la deuxième et troisième décennie de septembre et ont négativement affecté la maturité des cultures de mil et sorgho, et donc les rendements. Dans les zones frontalières avec la Côte d'Ivoire (communes de Midebdo, Digoué, Kampti, Niangoloko) et le Ghana (communes de Ouéssa, Niogo, Batié, Legmoin), les récoltes ont accusé un retard du fait de l'irrégularité des pluies pendant les mois de juin et de juillet. Les premières récoltes d'igname qui interviennent normalement en début août, ont commencé cette année en fin août, mais toujours avec une production moyenne. La maturité du riz et du maïs de bas-fonds est intervenue en fin septembre contre fin août en année normale. Dans ces localités, la poursuite des pluies jusqu'en fin octobre est nécessaire. La situation phytosanitaire a été globalement calme dans toutes les régions avec cependant des menaces habituelles d'oiseaux granivores sur les récoltes dans les régions du Nord (Passoré et Loroum) et du Sahel (Kelbo, Diguel, Nassoumbou, Koutougou et Baraboulé).

Dans les zones d'élevage, l'insuffisance des pluies à partir de la première décennie de septembre a entraîné un dessèchement rapide du pâturage herbacé, réduisant la qualité du fourrage naturel. Toutefois, la disponibilité de fourrage et le niveau de remplissage des retenues d'eau sont satisfaisants et similaires à la normale. En effet, les pluies précoces enregistrées en avril ont contribué à réduire les difficultés habituelles d'abreuvement des animaux entre avril et juin. Ce qui permet au bétail de maintenir un bon embonpoint. En conséquence, il n'est pas observé actuellement des mouvements de transhumance.

La situation alimentaire des ménages s'améliore avec le recours aux nouvelles récoltes. Par ailleurs, dans le cadre de sa politique d'assistance aux personnes structurellement vulnérables, le gouvernement, distribue des vivres (6 000 tonnes) à 500 000 personnes pour satisfaire leur besoin sur la période octobre-décembre 2013. En plus des ventes de céréales (8 000 tonnes) à prix social en cours dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord, du Centre-Est et de l'Est, le gouvernement a mis en place 160 boutiques témoins (dont 2 par province, 37 à Ouagadougou et 17 à Bobo-Dioulasso) pour des ventes de céréales (riz et maïs) à prix modéré. Les programmes courants d'assistance alimentaire et nutritionnelle aux ménages par les humanitaires se sont également poursuivis au cours du mois d'octobre. Il s'agit des transferts monétaires au profit de 14 000 ménages principalement dans les régions du Sahel (ZOME 7 et 8) et du Nord (ZOME 5) afin de faciliter leur accès aux denrées alimentaires sur les marchés. Par ailleurs, depuis le mois de juillet, des rations alimentaires mensuelles de protections sont apportées aux enfants de 6-23 mois, dont 27 821 enfants dans la région du Centre-Nord, 18 428 dans la région du Sahel et 15 502 dans la région du Nord. Dans l'ensemble, ces interventions gouvernementales et humanitaires sont plus que normales et sont au moins 40 pour cent supérieures à la moyenne des réalisations sur les cinq dernières années.

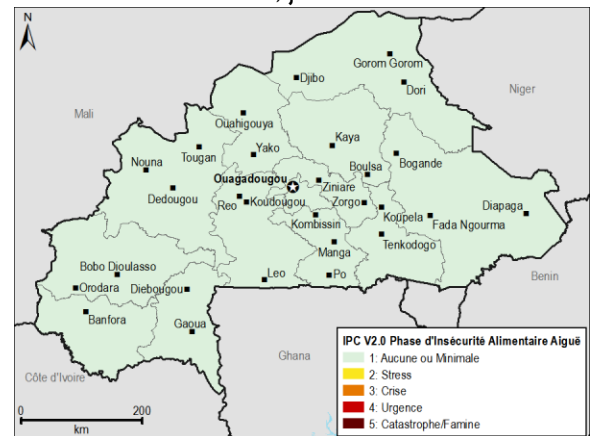
Les marchés demeurent bien approvisionnés en céréales avec des niveaux de stocks reports de commerçants supérieurs à ceux de 2012 à la même période et à la moyenne quinquennale. Les flux de céréales des zones de grande production (ouest

**Figure 2.** Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, octobre à décembre 2013



Source: FEWS NET

**Figure 3.** Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, janvier à mars 2014



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique.

du pays) vers les zones structurellement déficitaires du nord (régions du Sahel, du Centre-nord et du Nord) se déroulent normalement. Les prix sont stables par rapport au mois passé et en baisse ou stables par rapport à la moyenne quinquennale : stabilité pour le prix du sorgho, hausse de quatre pour cent pour le mil et baisse de neuf pour cent pour le maïs.

Les revenus des ménages se composent principalement de la vente de produits forestiers (amendes et produits de karité, grains et produits de néré), de produits agricoles (maïs, arachide, niébé), de bétails et des revenus de l'orpaillage. L'acquisition de ces revenus se fait normalement et les prix d'achat sont jugés satisfaisants par les ménages. Ce qui les permet de faire face aux dépenses courantes de santé et de scolarité des enfants tout en maintenant stables leurs moyens d'existence.

Au cours du mois, il a été observé une hausse de la demande de bétail, en particulier les petits ruminants, pour les besoins de la fête de la Tabaski, mais aussi pour la relance des activités d'embouche. En conséquence, sur les marchés des zones d'élevage (Djibo, Dori et Gorom-Gorom), les prix des bovins et des ovins enregistrent des hausses respectives de 23 et 17 pour cent et ceux des caprins restent stables par rapport à la même période de 2012. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, les prix des animaux ont varié en hausse entre 33 et 37 pour cent.

Les réfugiés maliens dans le pays (au nombre de 49 975 personnes à la date du 22 avril 2013), bénéficient d'une assistance alimentaire et non alimentaire avec des engagements actuels jusqu'en décembre 2013 par le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) et ses partenaires. Avec la stabilisation en cours de la situation socio-politique au Mali, quelques retours de réfugiés (940 personnes) sont observés depuis juillet vers leurs localités d'origine.

### *Suppositions*

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit d'octobre 2013 à mars 2014, se fonde sur les hypothèses générales suivantes :

- **La production céréalière:** Une production supérieure à la moyenne pour la campagne agricole principale est attendue pour le pays. Selon les résultats prévisionnels de la campagne agricole, et au niveau national la production céréalière est globalement en hausse de 21 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale. Cette hausse est particulièrement liée à la bonne production de maïs (en hausse de 50 pour cent), culture qui a bien profiter de la bonne répartition des pluies entre la troisième décennie de juillet et la première décennie de septembre.
- **La production des cultures de rente:** Du fait de l'installation difficile des pluies, les producteurs qui n'ont pas pu emblaver les superficies souhaitées en céréales ont préféré mettre l'accent sur les cultures de rente en particulier le sésame et le niébé dont les superficies ont augmenté de 65 et 74 pour cent respectivement. Les résultats prévisionnels indiquent une production en hausse comparée à la moyenne quinquennale de 18,39 pour cent pour le coton, de 36 pour cent pour le sésame et 36,59 pour cent pour le niébé.
- **La production de contre saison:** De façon générale, les volumes enregistrés dans les différentes retenues d'eau sont satisfaisants et similaires à la normale. De ce fait, la conduite des cultures de contre saison sera normale et les productions qui s'intensifieront entre février et mars, seront similaires à moyenne quinquennale. Les productions de contre saison, principalement l'oignon, la tomate, le chou, contribueront à améliorer l'alimentation et les revenus des ménages.
- **Les prix des céréales:** L'évolution des prix suivra la tendance saisonnière moyenne avec des baisses inférieures à 15 pour cent entre octobre et décembre et de légères hausses entre 5 et 10 pour cent entre janvier et mars comparativement à la moyenne des cinq dernières années. Par rapport à la même période de l'année passée, des baisses de 10 à 20 pour cent seront observées compte tenu du fait que les stocks reports des commerçants sont plus importants et que les opérations d'assistance alimentaire en cours du gouvernement vont contribuer à réduire la demandes des ménages sur les marchés. Ces niveaux de prix favoriseront l'accès des ménages aux marchés, même si pendant la période du scénario, la demande restera faible du fait de la disponibilité des récoltes.
- **Les achats institutionnels de céréales :** Les besoins de reconstitution des stocks de sécurité alimentaires seront supérieurs à la normale. En effet, le gouvernement a entamé depuis août 2013, la vente de plus de 8 000 tonnes de céréales à prix social. En plus dans le cadre des mesures d'assistance aux populations structurellement vulnérables, 6 000 tonnes de céréales sont en cours de distribution gratuitement sur la période octobre-décembre 2013. En conséquence, entre janvier et mai 2014, il faudra au moins 14 000 tonnes pour remettre à niveau le stock global, soit 40 à 75 pour cent de plus que la normale. Par ailleurs dans le cadre de la mise en œuvre de son projet d'appui à la

sécurité alimentaire, il est envisagé par le gouvernement, l'achat par la SONAGESS de 50 000 tonnes de céréales (37 500 tonnes de sorgho, mil maïs et 12 500 tonnes de riz local).

- **Les flux de céréales:** Les flux internes et externes de céréales resteront typiques sur toute la période du scénario et les échanges avec les pays côtiers (Ghana et Côte d'Ivoire), le Mali et le Niger se feront sans entraves majeures comme cela s'est passé au cours des 12 derniers mois.
- **La situation alimentaire du bétail:** Elle restera similaire à une année normale marquée par le bon niveau de remplissage des points d'eau pour l'abreuvement et la disponibilité satisfaisante de fourrage naturel et des résidus de récoltes sur toute la période. En conséquence, les départs en transhumance vont se dérouler comme en année normale à partir de février/mars.
- **Les prix du bétail et les termes de l'échange:** Les prix vont maintenir leur tendance à la hausse d'au moins 30 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale entre octobre et décembre du fait de la hausse de la demande d'animaux à cause de la Tabaski et des fêtes de fin d'année dans un contexte où les ménages ne sont plus contraints de vendre leurs animaux car ils ont recours aux récoltes pour s'alimenter. Par contre, à partir de janvier, la baisse saisonnière de la demande, couplée à la dégradation de l'état physique des animaux suite aux difficultés alimentaires habituelles, entrainera la baisse saisonnière des prix à des niveaux proches de la moyenne quinquennale et donc des termes de l'échange similaires à la moyenne.
- **Les revenus agricoles:** Les revenus tirés de la vente de produits agricoles, en particulier, les cultures de rente seront supérieurs à la moyenne des cinq dernières années. Cette augmentation de revenus est surtout tributaire de la hausse des productions car les prix seront similaires à la moyenne quinquennale. Selon, le ministère de l'agriculture, l'accroissement de la production agricole, va entraîner une augmentation des revenus de 8,1 pour cent pour l'ensemble des ménages et 12,4 pour cent pour les ménages ruraux pauvres. La vente des produits agricoles par les ménages, en particuliers les pauvres s'intensifie habituellement entre novembre et février afin de satisfaire les dépenses pour les fêtes de fin d'année, mais aussi les frais de scolarité et les cérémonies coutumières.
- **Les revenus des transferts :** Les revenus tirés de l'exode et de la migration continueront à être normaux avec la situation politique stable dans les pays d'accueil (Côte d'Ivoire).
- **La situation sanito-nutritionnelle:** Les taux de malnutrition aiguë globale devraient demeurer stables et au niveau similaires à ceux observés depuis 2008. Les taux de cette année sont en baisses par rapport à ceux observés en octobre 2012 (entre 10,2 et 11,3 pour cent) au regard d'une part de la situation alimentaire des ménages qui est restée normale et d'autre part, des programmes de prévention de la malnutrition en cours depuis juillet au profit des enfants de 6-23 mois et des femmes enceintes et allaitantes.
- **La situation des réfugiés:** Les retours volontaires de réfugiés observés depuis juillet vont se poursuivre avec le renforcement de la situation sécuritaire dans le nord du Mali.

#### *Résultat le plus probable de la sécurité alimentaire*

Sur toute la période du scénario, l'alimentation des ménages, notamment les très pauvres et les pauvres, restera normale et sera assurée principalement par les stocks constitués à partir des récoltes. De plus, les mesures sociales d'assistance alimentaire du gouvernement vont renforcer la situation alimentaire pour 500 000 personnes nécessiteuses identifiées pour la période octobre-décembre. Par ailleurs, les revenus supérieurs générés à partir des cultures de rente permettront aux ménages de renforcer les moyens d'existence. Ainsi, sur toute la période d'octobre 2013 à mars 2014, les ménages très pauvres et pauvres vivront **sans insécurité alimentaire aiguë (IPC Phase 1)**.

Les effets conjugués des programmes de prévention de la malnutrition aiguë et de la situation alimentaire restée normale dans les ménages depuis novembre 2012, permettront de réduire ou à défaut de stabiliser les taux de malnutrition observés en octobre 2012. Dans ce cas, toutes les zones de moyen d'existence seront en **insécurité alimentaire aiguë Minimale (IPC Phase 1) entre octobre 2013 et mars 2014**.

## **ZONES D'INTERET**

### **Zone de moyens d'existence nord élevage transhumant et mil (Zone 8)**

Dans cette zone où les ménages très pauvres et pauvres représentent en année normale respectivement 20 pour cent et 40 pour cent de la population, les moyens d'existence sont basés principalement sur la production du mil qui couvre quatre à cinq mois les besoins et la pratique de l'élevage transhumant.

### *Situation actuelle*

La campagne agricole s'est déroulée normalement dans la zone avec un cumul pluviométrique saisonnier du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre variant entre 500 et 700 mm et similaire à excédentaire comparé à la normale 1981-2010 et bien répartis entre août et la première décade de septembre. A partir du 10 septembre, les pluies ont été faibles et irrégulières. Toutefois, les principales cultures que sont le mil, le sorgho et le niébé ont pu boucler leurs cycles, mais sont sous la menace des oiseaux granivores qui entraînent des pertes de récoltes comme en année normale, surtout dans les communes de Tin-Akoff, de Oursi, de Déou, de Koutougou et de Nassoumbou.

L'élevage transhumant qui caractérise le mode de vie des populations se développe dans un contexte de disponibilité des ressources en eau et du pâturage satisfaisante comparé à la normale. En conséquence, les animaux présentent un bon embonpoint et les mises-bas sont comme en année normale. La disponibilité de lait est bonne et permet aux ménages d'améliorer leur alimentation et leur revenu. Le prix de litre de lait enregistre une hausse de 20 à 50 pour cent du fait de la demande par les unités de transformation et les réfugiés présents dans la zone. Le commerce de bétail (principale source de revenu des ménages) s'est dynamisé depuis septembre du fait de la hausse de demande pour les activités d'embouche, mais surtout pour la fête de Tabaski. En conséquence, les prix du bétail, en particulier des petits ruminants (boucs et béliers) sont en moyenne 10 à 22 pour cent plus élevé que l'année passée et 4 à 38 pour cent au-dessus de la moyenne quinquennale.

Les interventions humanitaires en cours dans la zone sont plus importantes et plus diversifiées qu'en année normale et s'inscrivent dans le cadre du renforcement de la résilience et de l'atténuation de la soudure dans les ménages. En plus des nouvelles récoltes déjà disponibles, ces interventions contribuent à renforcer l'accès alimentaire des ménages pauvres. Il s'agit, des opérations de transferts monétaires au profit de plus de 6 600 ménages (par les ONG Oxfam et Christian Aid), de la vente de céréales à prix social (3 784 tonnes) par le gouvernement au profit de 21 000 ménages les plus pauvres et de la distribution de ration alimentaire de protection pour les enfants de 6 à 23 mois (PAM, Oxfam et Christian Aid). Les 16 229 réfugiés maliens que compte la zone bénéficient de l'assistance du Haut-commissariat aux réfugiés et ses partenaires à travers des distributions de rations mensuelles de nourriture et du cash.

La dépendance des ménages des marchés pour leur alimentation est faible actuellement grâce à la disponibilité des stocks constitués à partir des récoltes. Toutefois, les prix des céréales de base demeurent au-dessus de la moyenne quinquennale de 16 pour cent pour le mil et de 12 pour cent pour le sorgho. Les récoltes supplémentées par les assistances en cours permettent aux ménages d'avoir une consommation alimentaire normale sans recourir à des stratégies d'adaptation inhabituelles comme le déstockage du bétail.

### *Suppositions*

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit d'octobre 2013 à mars 2014 se base sur les hypothèses suivantes:

- **La production agricole:** Au regard du déroulement normal de la campagne agricole dans la zone et ce, malgré l'irrégularité des pluies à partir du 10 septembre et les pertes habituelles de récoltes par les oiseaux granivores, la production finale de céréales et de niébé sera similaire à la normale. Selon les résultats prévisionnels de la campagne agricole du Ministère de l'Agriculture, la production de céréales dépasse de 20 pour cent la moyenne quinquennale et permettra de couvrir les besoins des populations.
- **La transhumance:** Les mouvements de transhumance seront habituels avec des départs entre février et mars du fait du niveau de remplissage satisfaisant des retenues d'eau et aussi d'une disponibilité normale de fourrage herbacée.
- **La disponibilité du lait:** La disponibilité de lait restera meilleure entre octobre et décembre du fait du bon embonpoint des animaux. Cela contribuera à améliorer l'alimentation et les revenus des ménages. A partir de janvier, cette disponibilité sera normale.
- **L'approvisionnement des marchés :** Les stocks actuels des commerçants étant plus importants que d'habitude et la demande des ménages plus faible, les marchés resteront bien approvisionnés en céréales et en sous-produits agro industriel (SPAI) pour bétail sur toute la période du scénario.
- **Les prix des céréales:** Les prix du mil et du sorgho suivront la tendance saisonnière normale avec des niveaux similaires à la moyenne observée sur les cinq dernières années.
- **Les prix des animaux :** Du fait de leur embonpoint de la hausse de la demande pour la fête de Tabaski (en octobre) et des fêtes de fin d'année, les prix des animaux maintiendront au moins 20 à 30 pour cent au-dessus de la moyenne



quinquennale entre octobre et décembre, puis resteront similaires ou en légères hausses de la moyenne entre janvier et mars. Ce qui renforcera les termes de l'échange en faveur des éleveurs sur toute la période du scénario.

- **La vente du lait:** Les revenus issus de la vente du lait et des produits laitiers vont connaître un accroissement de 40 à 50 pour cent par rapport à la normale du fait à la fois de la bonne disponibilité de lait entre octobre et décembre et de la hausse de la demande par les unités locales de transformation et par les réfugiés.
- **Les revenus agricoles :** Les revenus tirés de la vente de produits agricoles, en particulier le niébé seront similaires à la normale et sont habituellement présents entre novembre et février.
- **L'orpaillage :** Les revenus tirés de la pratique de l'orpaillage demeureront sans changement et représenteront 6 à 10 pour cent au revenu global. Habituellement cette activité est plus développée entre novembre et mai.
- **Les transferts :** Les revenus issus de l'exode et de la migration saisonnière représenteront comme en année normale 14 à 19 pour cent du revenu total.
- **L'assistance aux populations :** L'aide extérieure du gouvernement et des partenaires sera plus importante à travers l'assistance alimentaire et les transferts monétaires au profit des ménages pauvres dans le cadre du renforcement de la résilience. En plus des transferts monétaires en cours pour 6 600 ménages, le gouvernement va distribuer gratuitement des vivres (170 tonnes) à 1 774 ménages entre octobre et décembre.

#### *Résultat le plus probables de la sécurité alimentaire*

La consommation alimentaire des ménages sera meilleure que la normale entre octobre et décembre grâce aux nouvelles récoltes, à la disponibilité de lait et aux assistances alimentaires. Elle restera normale entre janvier et mars car les ménages très pauvres et pauvres continueront de vivre comme d'habitude de leurs récoltes tout en préservant les moyens d'existence basés essentiellement sur l'élevage. Ainsi, entre octobre et mars, les ménages très pauvres et pauvres seront **sans insécurité alimentaire (IPC Phase 1)**.

Les rations alimentaires mensuelles de vivres (céréales, légumineuses, huile et mélange maïs-soja plus) apportées aux enfants de 6 à 23 mois depuis le mois de juillet en vue de prévenir la malnutrition vont contribuer à améliorer la situation nutritionnelles des enfants et pourraient stabiliser, voire baisser les taux de malnutrition aiguë généralement observés dans la zone (entre 10 et 13 pour cent depuis 2008). Dans ce cas, la zone sera en **insécurité alimentaire aiguë Minimale (IPC Phase 1)** entre octobre et mars.

#### **Zone de moyens d'existence nord et est bétail et céréales (Zone 7)**

C'est une zone à fort potentiel d'élevage et de production de mil et de niébé. Les ménages très pauvres et pauvres y représentent 20 et 40 pour cent respectivement. Habituellement, leurs récoltes de mois d'octobre suffisent normalement pour quatre à six mois, c'est-à-dire s'épuisent entre mars et mai. Les principales sources de revenus des ménages sont la vente du bétail (petits ruminants et volaille) et de lait, et la pratique de l'orpaillage. En année normale, les départs en transhumance vers l'Est du pays ou vers les pays côtiers, s'effectuent à partir de février.

#### *Situation actuelle*

Le cumul pluviométrique saisonnier du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre est similaire à excédentaire comparé à la normale 1981-2010. Les pluies ont été régulières entre la deuxième décennie de juillet et la première décennie de septembre, excepté dans la province du Soum où des poches de sécheresse ont été enregistrées. Cependant à partir du 10 septembre, on a constaté un arrêt des pluies contrairement aux prévisions saisonnières qui indiquaient des pluies tardives jusqu'à la troisième décennie de septembre dans la zone. En conséquence, les rendements des cultures pourraient connaître une baisse, en particulier pour le sorgho, le riz de bas-fonds dans les provinces du Yagha et du Soum.

Les ménages ont recours aux nouvelles récoltes (maïs, niébé, sorgho et mil) pour leur alimentation. Ce qui a contribué à réduire leur dépendance des marchés qui demeurent bien approvisionnés par les stocks de report des commerçants. Par ailleurs, des ventes de céréales à prix social sont en cours dans la zone au profit des ménages pauvres. Le gouvernement a aussi mis en place des boutiques témoins au niveau des chefs lieu de province pour la vente de céréales (maïs et riz) à prix modéré. Ces différentes opérations contribuent à la stabilisation du niveau des prix sur les marchés. Comparativement à la moyenne des cinq dernières années, les prix moyens du mil et du sorgho sont stables ou en hausses inférieures à 15 pour cent.

La disponibilité de fourrage et de l'eau est satisfaisante, ce qui permet aux animaux de présenter un bon embonpoint comme en année normale. Le lait est également disponible et améliore l'alimentation et les revenus des ménages. Les unités locales de transformation du lait n'arrivent pas à absorber l'offre de lait fourni par les producteurs. Néanmoins, le prix du litre de lait aux producteurs est 20 pour cent supérieur à la moyenne quinquennale du fait principalement de la demande par les réfugiés.

Les prix du bétail sont dans l'ensemble à des niveaux supérieurs à ceux de 2012 et à la moyenne des cinq dernières années. Cette tendance s'explique par le bon état d'embonpoint du bétail et la hausse de la demande pendant la fête de tabaski. Les prix du bouc et du bélier sahéliens sont, par rapport à l'année dernière, en hausse respective de 15 pour cent et de 22 pour cent sur le marché de Djibo et quatre pour cent pour chaque espèce sur le marché de Dori. Comparés à la moyenne quinquennale, les hausses varient de quatre à neuf pour cent sur les mêmes marchés. Ce qui favorise les termes de l'échange pour les éleveurs.

La zone compte 55,5 pour cent des réfugiés maliens du pays (27 757 personnes dans cette zone), principalement dans les provinces du Soum et du Séno. Leur prise en charge est assurée au plan alimentaire et nutritionnel par le HCR et ses partenaires qui distribuent mensuellement des rations alimentaires et du cash.

Les ménages ont actuellement un accès normal à l'alimentation à partir de leurs récoltes sans affecter négativement les moyens d'existence. Par ailleurs, depuis le mois de juillet, plus de 18 000 enfants de 6 à 23 mois bénéficient mensuellement de rations alimentaires de protection dans le cadre de la prévention de la malnutrition.

### *Suppositions*

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit d'octobre 2013 à mars 2014 se base sur les hypothèses suivantes:

- **La production céréalière:** Du fait des semis tardifs (province du Soum) et de l'arrêt précoce des pluies (province du Soum et du Yagha), les productions céréalières connaîtront une baisse par rapport à la moyenne quinquennale.
- **La production des cultures rente :** Malgré l'arrêt précoce des pluies, les productions des cultures de rente, en l'occurrence le niébé, seront similaires à la moyenne quinquennale, du fait essentiellement de l'accroissement des superficies. En effet, avec l'installation difficile des pluies, les producteurs ont mis l'accent sur la production de niébé dont le cycle est plus court que les cultures céréalières. Selon les résultats prévisionnels du ministère de l'agriculture, la production de niébé enregistre une hausse de 53 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale.
- **La transhumance:** Au regard de la disponibilité satisfaisante du pâturage et du bon niveau de remplissage des points d'eau, les départs du bétail en transhumance resteront normaux à partir de février-mars.
- **Les prix des céréales:** La disponibilité des nouvelles récoltes dans les ménages, les stocks reports des commerçants plus importants, la mise en place par le gouvernement de boutiques pour la vente de céréales à prix modéré et la distribution de vivres à plus de 9 500 ménages pauvres entre octobre et décembre sont des facteurs qui contribueront à réduire la dépendance des ménages aux marchés et entraîneront des niveaux de prix similaires à la moyenne quinquennale sur toute la période.
- **Les prix du bétail:** Le prix des animaux, du fait de leur embonpoint de la hausse de la demande pour la fête de Tabaski (en octobre) et des fêtes de fin d'année, se maintiendront au moins 20 à 30 pour cent au-dessus de la moyenne quinquennale entre octobre et décembre. Les prix seront similaires à la moyenne entre janvier et mars du fait de la dégradation de l'état physique des animaux. Ce qui renforcera d'au moins 15 pour cent par rapport à la normale, les termes de l'échange en faveur des éleveurs sur toute la période du scénario.
- **Les transferts:** Au regard de la situation socio-politique calme dans les zones d'accueil (principalement les pays côtiers), les revenus issus des transferts ou de la migration resteront similaires à la normale sur toute la période.
- **L'orpaillage artisanal:** Il sera pratiqué comme année normale, et apportera des revenus également similaires car le niveau actuel du prix d'achat de l'or est stable et similaire à la moyenne des trois dernières années. Habituellement cette activité se développe entre novembre et mai.
- **Les revenus agricoles:** Du fait de la production et des prix moyens, les revenus tirés de la vente de produits agricoles, en particulier le niébé seront similaires à la normale et sont habituellement présents entre novembre et février.
- **La vente du lait:** Les revenus issus de la vente du lait et des produits laitiers vont connaître un accroissement d'au moins 30 pour cent par rapport à la normale du fait à la fois de la bonne disponibilité de lait entre octobre et décembre

et de la hausse de la demande par les unités locales de transformation et par les réfugiés. A partir de janvier, ces revenus seront similaires à la normale.

- **Les taux de malnutrition aiguë globale:** Ils pourraient rester similaires ou en baisse par rapport à ceux observés en octobre 2012 (entre 10,1 et 12,6 pour cent) car la consommation alimentaire des ménages est restée normale depuis les dernières récoltes de novembre 2012 dans les ménages et les opérations de prévention pourront aussi contribuer à réduire ces taux.

#### *Résultat le plus probable de la sécurité alimentaire*

La consommation alimentaire des ménages va demeurer normale sur toute la période du scénario et sera basée essentiellement sur l'utilisation des stocks issus des récoltes. Les revenus générés à travers la vente de lait, de bétail, de cultures de rentes et de la pratique de l'orpaillage, permettront de protéger et d'améliorer les moyens d'existence. De ce fait, la plus part des ménages très pauvres et pauvres seront **sans insécurité alimentaire aiguë (IPC phase 1)** entre octobre 2013 et mars 2014.

L'effet conjugué de l'accès normal à la nourriture (depuis novembre 2012) et l'impact des actions de préventions de la malnutrition renforcées depuis le mois de juillet devrait contribuer à une stabilisation ou même à une réduction des taux de malnutrition aiguë. Ainsi, sur toute la période d'octobre 2013 à mars 2014, **la zone sera en insécurité alimentaire aiguë Minimale (IPC Phase 1)**. Toutefois, avec des récoltes en dessous de la moyenne quinquennale, les stocks des ménages vont s'épuiser plus tôt que d'habitude et les ménages très pauvres et pauvres pourraient avoir des difficultés à s'alimenter de façon adéquate à partir de juin, ce qui peut détériorer leur insécurité alimentaire pendant la prochaine période de soudure. La dépendance plus accrue des marchés pourrait entraîner les prix des céréales de base au-dessus de la moyenne quinquennale et détériorer ainsi les termes de l'échange.

## ÉVÉNEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCÉNARIOS

**Table I.** Événements possibles dans les six prochains mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus

Zone	Évènement	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Nationale	Sortie atypique importante de céréales	Une sortie atypique importante de céréales, en particulier le mil vers les pays voisins (Mali et Niger) va continuer à maintenir le prix de des denrées au-dessus de la moyenne quinquennale. Cela pourrait affecter négativement les termes de l'échange et donc l'accès des ménages à l'alimentation.
	Reprise des hostilités entre groupes rebelles et gouvernement malien	La reprise des combats au Mali pourrait freiner les tentatives de retour des réfugiés et augmenter le nombre des réfugiés dans le pays avec de nouveaux arrivants. Malgré l'existence des camps, une arrivée en grand nombre de réfugiés pourrait affecter négativement la situation alimentaire dans les zones d'accueil du fait de la pression sur les achats de mil sur les marchés locaux.
ZOME 7 & 8	Poursuite des ventes de céréales à prix social	Une poursuite de l'opération de vente de céréales à prix social au-delà du mois d'octobre va entraîner une baisse atypique du niveau des prix des céréales de base et par conséquent améliorer davantage les termes de l'échange au profit des éleveurs. Ce qui permettrait aux ménages très pauvres et pauvres de faire de l'épargne ou d'accroître l'effectif de leur cheptel.

#### A propos de l'élaboration de scénarios

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens de vie locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable.